

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS

ARRETE

portant **autorisation** d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques environnementaux
N°IC 2003/5800
JM

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 07 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 novembre 1982, modifié les 30 décembre 2004 et 31 mars 2006, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « S.A.R.L. ELEVAGE DE LA VILLE BARBE », l'autorisant à exploiter en HENANBIHEN au lieu-dit « La Ville Barbé » un élevage porcin de 3656 pl. d'animaux équivalents (soit 90 pl. maternité, 320 pl. gestantes-verraterie, 1400 pl. post-sevrage, 110 pl. engraissement, 36 pl. quarantaine-infirmerie) ;

- VU la demande présentée le 20 novembre 2009, complétée par avenant du 15 octobre 2010 par l'installation classée « **S.C.E.A DE LA VILLE BARBE** », sise « La Ville Barbé » en HENANBIHEN, en vue de la restructuration (suite à la reprise par la S.C.E.A. DE LA VILLE BARBE, d'un élevage porcin autorisé le 31 mars 2006 pour 3656 places animaux équivalents au nom de la S.A.R.L. ELEVAGE DE LA VILLE BARBE) d'un élevage porcin avec création d'un atelier de naissage collectif qui comprendra, après projet 4509 places animaux équivalents (soit 977 gestantes-verrateries, 216 maternité, 90 quarantaines et 4200 post-sevrage), la construction de bâtiments et le réaménagement des bâtiments existants, la demande de dérogation de distance à moins de 100 m des tiers, ainsi que la mise à jour du plan d'épandage et le redimensionnement de la station de traitement, en en HENANBIHEN au lieu-dit « La Ville Barbé » (Section ZC N°53 - 54 et ZA N°92 - 93 - 100) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de HENANBIHEN (favorable le 05/07/2010) ; LA BOUILLIE (favorable le 21/06/2010) ; HENANSAL (favorable le 15/06/2010) ; PLURIEN (favorable le 12/07/2010) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 13 janvier 2011 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 4 février 2011 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que le projet envisagé consiste à restructurer un élevage afin que celui-ci devienne un naissage collectif ;
- CONSIDERANT que la totalité des porcelets produits seront engraisés dans les élevages des membres de la SCEA :
- ✓ Mme Carole HAMON - St Igneuc - JUGON LES LACS
 - ✓ EARL de LA BRUYERE - St Igneuc - JUGON LES LACS
 - ✓ GAEC GOURANTON - MORIEUX
 - ✓ EARL DES SAULES - MORIEUX
 - ✓ Mr LE CHEVESTRIER Jean Paul - PLESTAN
 - ✓ Mr Loïc CHEVALIER - LANRELAS
 - ✓ EARL DE LA VILLE PAIS - PLURIEN
 - ✓ EARL DU TEMPLE - JUGON LES LACS
 - ✓ GAEC LOMINE - JUGON LES LACS
- CONSIDERANT que ces élevages sont tous autorisés, restructurés, ou en cours de restructuration pour ne plus posséder que des places de porcs à l'engrais ;

CONSIDERANT que cette restructuration interne des porcheries de la SCEA DE LA VILLE BARBE entraînera la déconstruction de 3 bâtiments vétustes qui seront remplacés par 2 constructions neuves afin de se mettre aux normes bien-être ;

CONSIDERANT que la station de traitement biologique des lisiers existante sera complétée par l'installation d'une centrifugeuse et d'un hangar de compostage et de stockage des résidus organiques obtenus ;

CONSIDERANT que M. et Mme DEPAGNE Georges (parents et anciens exploitants) se situent à 60m des bâtiments existants et donnent leur accord au projet (les bâtiments en projet se situent au delà de 100 m) ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du FREMUR ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de MATIGNON, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 60 ha ;

CONSIDERANT que les 1090 reproducteurs porcins présents produiront annuellement 29 800 porcelets qui seront engraisés à partir de 30 kg chez les différents membres de la SCEA DE LA VILLE BARBE ;

CONSIDERNAT que l'exploitation produira au total 27 725 UN et 19 440 UP2O5 qui entreront dans la station de traitement existante complétée par une centrifugation et un compostage des résidus organiques produits ; Il restera à épandre 8072 UN et 4066 UP2O5 sur les terres exploitées en propre ;

CONSIDERANT que le bilan agronomique présenté a obtenu un avis favorable de la DDTM sous réserve de la non dégradation de la pression organique à l'ha ;

CONSIDERANT que la SCEA DE LA VILLE BARBE présentait jusqu'alors une charge à l'ha de 143 UN et 78,7 UP2O5. Désormais elle sera de 120,8 UN et 60,8 UP2O5. Il n'y aura pas de dégradation de la pression organique à l'ha ;

CONSIDERANT que les capacités de stockage présentes et à venir sont satisfaisantes ;

CONSIDERANT que cet élevage concerné par les règles IPPC va adopter les Meilleurs Techniques Disponibles concernant :

- ✓ les bonnes pratiques agricoles ;
- ✓ la nutrition des porcs : alimentation multiphasée ;
- ✓ le logement : produit de traitement des odeurs ;
- ✓ réduction de la consommation d'eau ;
- ✓ réduction de la consommation d'énergie ;
- ✓ stockage : capacité de 6,8 mois en amont de la station de traitement ;
- ✓ les épandages par pendillards ou multi-buses + produits de désodorisation ;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphasé pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 -

Le pétitionnaire est autorisé à installer et exploiter, au titre de l'installation classée « **S.C.E.A DE LA VILLE BARBE** », au lieu-dit « La Ville Barbé » (section ZC N°53 - 54 et ZA N°92 – 93 - 100) en HENANBIHEN, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, à moins de 100 m des tiers, un élevage porcin d'une capacité maximale de 4509 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

Elevage	Animaux-équivalents (PAE)
216 pl. maternité	soit 648 PAE
977 pl. gestantes-verraterie	soit 2931 PAE
4200 pl. post-sevrage	soit 840 PAE
pl. engraissement	soit 0 PAE
90 pl. quarantaine infirmerie	soit 90 PAE
<i>Total : 5483 animaux</i>	<i>Total : 4509 pl. animaux-équivalents</i>

Ainsi qu'une unité de traitement des lisiers comprenant :

- ✓ une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- ✓ un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- ✓ une séparation du lisier traité par décantation ou filtration secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré" ;
- ✓ une fosse de stockage des boues biologiques ;
- ✓ une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera la totalité des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 9852 m3 de lisier (25 507 kg d'azote) sur 10 709 m3 (27 725 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections sera épandu sous forme de lisier brut.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 07 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

Il est également donné acte à la SCEA DE LA VILLE BARBE de sa déclaration par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité maximale de production est de 493 tonnes par an (compost de lisier de porcs).

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et support de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2170 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après

ARTICLE 2 -

2.1 : Effectifs

2.1.1 - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 1163 reproducteurs (truies verrats cochettes) et 4200 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 1090 reproducteurs (truies verrats cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

La production annuelle de porcelets ne devra pas dépasser 29 800 animaux.

2.1.3 - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : dates de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*).

2.2 – Alimentation biphase et utilisation de phytases :

2.2.1 – l'alimentation biphase et l'utilisation de phytases seront utilisées dès la mise en place des porcs après restructuration.

2.2.2 – le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (*factures...*) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (*taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux*). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3 – en cas de non respect des normes “ biphase CORPEN ”, le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

2.3 - Prescriptions générales de sécurité :

2.3.1 - les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

2.3.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (*extincteurs pour feu d'origine électrique*) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.3.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5 - le bâtiment devra être accessible aux engins de lutte contre l'incendie, par une voie de 3 mètres de large minimum utilisable en toute circonstance et dont la force portante est calculée pour un véhicule de 160 kilonewtons.

2.3.6 - la défense en eau de l'établissement devra être assurée par un hydrant conforme à la norme NFS 61213 (poteau ou bouche d'incendie fournissant 1000 litres/mn sous 1 bar) ou une réserve de 120 m3 utilisable et accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie.

Ce point d'eau devra être situé à moins de 300 mètres (circulaire du 10 décembre 1951)

2.4 - Autres :

2.4.1 - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera mis en place aux abords de l'élevage. Les plantations interviendront dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;

- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

<i>Lisier brut</i>	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	10 709 m3	29,3 m3
N. Global	27 725 kg	75,9 kg
M.E.S	290 510 kg	796 kg

** sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an*

3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

<i>Résidus organiques</i>	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	323 tonnes	0,88 tonne
N. Global	4 960 kg	13,5 kg
M.E.S	131 421 kg	402 kg

Ces résidus sont exportés.

<i>Lisier centrifugé à traiter</i>	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	7 596 m3	20,8 m3
N. Global	17 101 m3	46,8 m3
M.E.S	89 593 m3	245 m3

<i>Lisier centrifugé à épandre</i>	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	2 256 m3	6,18 m3
N. Global	5 079 m3	13,9 m3
M.E.S	26 611 m3	72,9 m3

<i>Boues biologiques à recirculer</i>	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1 486 m3	4 m3
N. Global	3 206 m3	8,7 m3
M.E.S	44 797 m3	122 m3

<i>Boues biologiques épandues</i>	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	991 m3	2,7 m3
N. Global	2 138 m3	5,8 m3
M.E.S	31 358 m3	86 m3

<i>Effluents épurés</i>	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	5 527 m3	15,1 m3
N. Global	842 m3	2,3 m3
M.E.S	22 050 m3	60,4 m3

3.7. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant ;

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH_4/NO_3 seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,

- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;

- une analyse du lisier centrifugé (MES, NK , Pt , K₂O) .L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage du lisier centrifugé .

- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;

- une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage ;

- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - Validation de l'autosurveillance :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;

- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en œuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...),

- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS.

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 6064 m³.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 375 m²

4.3. - Le lisier centrifugé sera stocké dans une fosse de 2365 m³ et les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 1300 m³.

4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 3520 m³.

4.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 837 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe au présent arrêté.

Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces –produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier de fertilisation .

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT.

5.1. - L'unité de traitement déjà construite et mise en service devra poursuivre son fonctionnement.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 –

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 7 –

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 8 –

L'éleveur est tenu de déclarer sans délai au service des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra en outre se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 9 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET DE SUPPORT DE CULTURE :

9.1. Aménagement et fonctionnement des installations :

9.1.1. - Généralités

La fabrication des produits (compost de résidus organiques issus de la séparation de phases de lisier de porcs) sera réalisée par une unité de compostage des lisiers comprenant :

- une aire couverte de compostage actif (375 m²),
- une aire de maturation et de stockage du compost permettant un stockage de 4 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement,
- une fosse de récupération des jus de ressuyage.

Le lisier sera composté conformément à la méthode décrite dans l'étude d'impact, notamment en ce qui concerne la durée des cycles et le calendrier annuel du chantier et des actions à effectuer.

9.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité

L'unité de compostage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement, à savoir : 493 tonnes de résidus organiques (5867 kg d'azote) produits annuellement.

9.1.3 - Aménagement de l'unité de compostage

L'unité de compostage sera réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- l'aire de compostage sera couverte,
- un système de collecte des écoulements sera aménagé,
- le sol sera stabilisé et devra être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

9.2. - Conformité des produits :

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (compost de lisier de porcs) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 44051 - Compost végétal).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

9.3 - Destination des produits :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

9.4. - Traçabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site ;
- Nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- Nature ;

- Nom du transporteur ;
- Quantité en tonnes et en m3.

A la fin de chaque années civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- Les informations définies ci-dessus ;
- Les originaux des bons d'enlèvement ;
- Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (EVALOR), certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

9.5. - Délais de mise en service - Dysfonctionnement

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus seront réalisés dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

L'éleveur avertira le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

ARTICLE 10 - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES :

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 11 -

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

ARTICLE 12 - RESORPTION

- Biphase : 4462 UN
- Éliminé traitement : 14 693 UN
- Transfert : 4960 UN
- Cessation : 1341 UN

ARTICLE 13 -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 22 novembre 1982, modifié les 30 décembre 2004 et 31 mars 2006.

ARTICLE 14 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 15 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de HENANBIHEN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de HENANBIHEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 16 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 17 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de DINAN, le Maire de HENANBIHEN, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de LA BOUILLIE - HENANSAL - PLURIEN.

SAINT-BRIEUC, le

16 FEV. 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Philippe de Gestas-Lespérour